

Allocution Lana TETUANUI
Sénatrice de la République française, Représentante à
l'APF et Présidente de la Commission extra-
parlementaire en charge du suivi de l'indemnisation des
victimes,
et Représentante à l'Assemblée de la Polynésie française

ONU – 9 octobre 2018

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les membres de la 4^{ème} commission, excellences,

C'est en ma qualité d'Autonomiste, représentante à l'Assemblée et de sénatrice de la Polynésie française que j'ai le privilège d'intervenir et d'accompagner monsieur Edouard FRITCH, Président de la Polynésie française, pour défendre les intérêts de notre population à l'ONU.

Il me revient aujourd'hui d'intervenir sur le dossier Nucléaire, sur lequel nous sommes tous mobilisés, toutes tendances politiques confondues.

Sans refaire l'histoire des 193 tirs de 1966 à 1996, il convient de dire aujourd'hui que la France a fait un grand pas, par la reconnaissance des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires en Polynésie française.

Nous avons tous en mémoire le discours à valeur historique du Président de la République française, monsieur François HOLLANDE, prononcé le 22 février 2016 à Papeete. Il a déclaré « Je reconnais que les essais nucléaires entre 1966 et 1996 en Polynésie française ont eu un impact environnemental, provoqué des conséquences sanitaires et aussi, et c'est un paradoxe, entraîné des bouleversements sociaux lorsque les essais eux-mêmes ont cessé ».

François Hollande a lui-même reconnu officiellement les douleurs engendrées à l'environnement et aux victimes des essais nucléaires par ces derniers.

Une nouvelle ère de confiance entre l'Etat français et la Polynésie française s'est établie. L'Accord de l'Elysée signé entre le Président François Hollande et le président Edouard Fritch, le 17 mars 2017, le confirme, actant notamment l'engagement et l'accompagnement de l'Etat français dans le fait nucléaire à l'égard de notre collectivité.

Il nous appartient aujourd'hui d'avancer, de connaître toute la vérité, de panser nos blessures, de prendre notre destin en main et de bâtir notre avenir sans oublier pour autant notre Histoire de la présence du Centre des expérimentations nucléaires en Polynésie française.

Nous nous engageons à participer activement au meilleur suivi possible de tous les polynésiens atteints de maladies potentiellement radio-induites et nous veillons à la surveillance de nos atolls, ainsi qu'à la réhabilitation de nos milieux naturels, pour lesquelles

l'Etat français s'est déjà engagé.

En tant que sénatrice de la France et dans l'esprit du respect du droit à réparation de nos victimes des essais nucléaires, ***je me suis fortement impliquée avec mes collègues parlementaires dans le processus législatif pour une modification de la loi MORIN relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires.***

Cette loi trop complexe, n'était pas satisfaisante. Le régime d'indemnisation n'était pas concluant en faveur de nos malades. Les parlementaires polynésiens se sont mobilisés pour améliorer le régime d'indemnisation. Des améliorations ont été constatées, mais le processus n'est pas encore abouti.

Aujourd'hui, membre et présidente de la commission extra-parlementaire, instituée suite à la dernière modification législative de la loi MORIN, je me suis engagée au même titre que mes collègues parlementaires, dont monsieur Moetai BROTHERTON, député indépendantiste, ici présent, à présenter au gouvernement central, dans le cadre de cette commission, des propositions et des recommandations rapides, fixant des conditions d'indemnisation équilibrées et justes dans le cadre du respect de la réglementation internationale.

Nos travaux sont abordés avec les instances nationales compétentes en toute transparence avec lucidité, rigueur et objectivité. Chacun, à Paris ou à Tahiti, peut s'exprimer librement sur le sujet.

Dans le fait Nucléaire, la France a reconnu sa responsabilité en Polynésie française, c'est important ; la France nous accompagne pour réparer nos préjudices économiques, sociaux, environnementaux et sanitaires, c'est un devoir de notre Nation.

Je vous remercie de votre attention,

Lana TETUANUI.